

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES MERCREDI 22 MARS

Le Conseil des Ministres s'est réuni le mercredi 22 mars 2006, au Palais de la Présidence de la République au Plateau, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République.

Abordant son ordre du jour, le Conseil a examiné 09 projets de décrets et entendu diverses communications.

I – DECRETS

A - Mesures générales Au titre du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement

Au titre du Ministère des Infrastructures Economiques ;

Au titre du Ministère des Transports et au titre du Ministère du Tourisme et de l'Artisanat

Sur présentation des Ministres concernés et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé quatre décrets portant respectivement organisation de ces Ministères.

Ces décrets mettent à la disposition de ces départements ministériels un cadre organique approprié devant leur permettre d'accomplir efficacement les missions qui leur sont assignées.

B – Mesures individuelles

Au titre du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

Sur proposition du Ministre et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé cinq décrets

Le premier décret porte nomination du Professeur ANDOH Joseph, en qualité d'Inspecteur Général de la Santé et de l'Hygiène Publique ;

Le deuxième décret porte nomination de M. KONAN Yao Simplicie, Administrateur des Services Financiers, en qualité de Directeur des Affaires Financières ;

Le troisième décret porte nomination du Professeur KOFFI N'GUESSAN Marcel, Maître de Conférences Agrégé en Santé Publique et Médecine Communautaire, en qualité de Directeur Général de la Santé ;

Le quatrième décret porte nomination du Professeur N'GUESSAN Henri Alexandre, Professeur Titulaire de Chirurgie Générale, en qualité de Directeur Général de l'Hygiène Publique ;

Le cinquième décret porte nomination du Docteur DENOMAN KOUAME N'GUESSAN Jean, en qualité de Directeur Général Adjoint de la Santé.

II – COMMUNICATIONS

A – Mesures générales

Au titre du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre de l'Economie et des Finances, Ministre de la Communication

Le Conseil a entendu une communication verbale relative aux Conseils d'Administration des Sociétés d'Etat et des Sociétés à participation financière publique. La communication met l'accent sur la nécessité du renouvellement des Conseils d'Administration dont le mandat est arrivé à terme. Il est bien entendu que ce renouvellement doit se faire conformément aux règles en vigueur en la matière et aux statuts des sociétés concernées. Ainsi, en ce qui est des administrateurs représentant l'Etat dans les Sociétés d'Etat, leur désignation se fait par voie décrétable et ce, pour un temps bien déterminé qui est ici de trois ans. Le Gouvernement doit veiller à ce que de telles dispositions soient respectées pour ne pas cautionner l'illégalité qui consisterait à laisser fonctionner de manière continue les Conseils d'Administration dont le mandat a pris fin au regard des textes en vigueur. En d'autres termes, il ne peut et il ne doit y avoir de prorogation tacite de mandat des administrateurs. L'attention des membres du Gouvernement a été également attirée quant à l'impérieuse nécessité de rapprocher les dispositions du droit interne relatives aux Sociétés d'Etat et aux Sociétés à participation financière publique des règles édictées en matière de société commerciale par l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit en Afrique (OHADA). De plus, la communication indique que ces mesures participent de la bonne gouvernance qui doit être introduite et pratiquée dans tous les secteurs de la vie publique, pour permettre à la Côte d'Ivoire de regagner la confiance des investisseurs et des bailleurs de fonds.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

Au titre du Ministère du Commerce

Le Conseil a entendu une communication relative aux informations concernant la Présidence du Conseil des Ministres de l'Alliance des Pays Producteurs de Cacao (COPAL) et la Présidence de l'Assemblée Générale du même organisme.

La communication indique qu'en exécution des principes régissant l'Alliance des Pays Producteurs de Cacao (COPAL), la Présidence du Conseil des Ministres revient cette année au Ministre du Commerce de notre pays. Quant à la Présidence de l'Assemblée Générale de l'Alliance des Pays Producteurs de Cacao, elle doit être assumée par un fonctionnaire ivoirien nommé par le Président du Conseil des Ministres. C'est à ce titre qu'est intervenue la nomination de Monsieur DJIKALOU Saint-Cyr, Représentant Permanent de la Côte d'Ivoire auprès des Organisations Internationales des Produits de Base à Londres. Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

Au titre du Ministère de la Jeunesse, de l'Education Civique et des Sports

Le Conseil a entendu une communication relative à la crise à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS). Cette crise, qui a commencé le 26 janvier 2006, a conduit depuis le 27 février 2006 à l'arrêt des cours. Née à partir d'un banal conflit entre la Direction de l'Institut et la Mairie de Marcory au sujet de la construction de kiosques le long du mur de l'INJS, elle a réveillé les problèmes de fond qui étaient

latents et qui sont d'ordre pédagogique. Vu la persistance de la crise et l'acuité des problèmes, un Comité ad hoc a été mis en place. Ce Comité comprend des cadres du Ministère, des enseignants et des représentants des étudiants.

En attendant ses conclusions, il avait été envisagé de fermer pour au moins deux semaines l'école et l'internat. Le Premier Ministre s'étant personnellement impliqué dans le traitement de ce dossier, la situation s'est nettement améliorée suite à la réunion présidée par lui et qui a rassemblé les ministres en charge de l'éducation, le mardi 14 mars 2006. Les cours ont donc repris depuis le lundi 20 mars 2006, c'est-à-dire avant même que le rapport du Comité ad hoc ne soit déposé.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

B– Mesures individuelles

Au titre du Ministère des Infrastructures Economiques

Le Conseil a donné son agrément au détachement de M. AGUY Toussaint Lorougnon, Ingénieur des Travaux Publics, auprès de l'Association Mondiale de la Route (AIPCR) à Paris en France.

Au titre du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

Le Conseil a donné son agrément à la nomination du Docteur KOFFI-KOUMI en qualité de Directeur de Cabinet du Ministre.

Au titre du Ministère des Transports

Le Conseil a donné son agrément à la nomination de M. MOUTAYE AZOUMANA en qualité de Directeur de Cabinet du Ministre. Avant de clore la séance, le Président de la République a donné la parole au Ministre de la Défense afin qu'il rende compte de la rencontre que le Président de la République, assisté du Premier Ministre, du Ministre de la Défense, du Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, a eue avec les recrues de 2003, le mardi 21 mars 2006 au Palais de la Présidence de la République.

Le Ministre a rappelé que cette rencontre faisait suite à celle du mercredi 15 mars 2006 qui a eu lieu au camp Gallieni et au cours de laquelle les recrues ont évoqué leurs préoccupations. Celles-ci portent essentiellement sur :

- leur réengagement dans l'armée ;
- leur rémunération ;
- le paiement des arriérés de primes ;
- la prise en charge des frais de santé par le Fonds de Prévoyance Militaire (FDPM) ; la prise en charge des veuves et des enfants des soldats tombés au front.

En ce qui concerne le réengagement, le Président de la République a indiqué aux appelés que ceux qui souhaitent rester dans l'armée adressent une demande à l'autorité compétente ; par contre, ceux qui veulent intégrer les autres corps de métiers tels que la douane, la police ou la gendarmerie, doivent présenter un concours. Il est bien entendu que le Gouvernement suivra tout cela avec une attention particulière. La décision a été saluée chaleureusement par les Appelés. S'agissant de la rémunération, les recrues ont demandé la suppression des primes alimentaires qui leur sont versées depuis 2003. Mais, ils demandent en contrepartie

une rémunération mensuelle. Cette doléance qui a été acceptée par le Président de la République a aussi comblé de joie les jeunes recrues. En ce qui est du paiement des arriérés de primes, les recrues ont souhaité que celui-ci soit effectué dans un délai de 5 mois. Le Chef de l'Etat, tout en les rassurant que ces arriérés leur seront entièrement payés, a signifié que ces primes seront versées au rythme des disponibilités de trésorerie de l'Etat. Sur ce point, les jeunes recrues ont également marqué leur satisfaction. En ce qui concerne la prise en charge des frais de santé des recrues par le Fonds de Prévoyance Militaire (FDPM), l'Etat s'engage à payer pour leur compte les cotisations dues au FDPM. Enfin, s'agissant de la prise en charge des veuves et des enfants des soldats tombés au front, le Président de la République en a accepté le principe.

Toutefois, Il a précisé que le Ministre de la Défense prendra les dispositions utiles afin que les textes devant régir cette question soient élaborés dans les meilleurs délais.

Le Ministre a souligné que le Chef de l'Etat, à la fin de la rencontre, a tenu à exhorter les recrues à demeurer vigilants, afin de ne pas se laisser détourner par ceux qui n'ont pas intérêt à ce que la Côte d'Ivoire aille à la paix. Il leur a donc demandé de se méfier des chants des sirènes. A la suite du Ministre, le Premier Ministre, prenant la parole, n'a pas manqué de rappeler aux uns et aux autres, notamment à tous ceux qui se tapissent dans l'ombre pour semer la zizanie par l'intoxication, que le pays traversant une période difficile, il s'agit aujourd'hui de créer un climat de confiance pour aller à la paix. Il les a donc invités à travailler dans ce sens.

Par ailleurs, le Président de la République, reprenant la parole, a félicité le Premier Ministre pour sa brillante prestation radiotélévisée du dimanche 19 mars 2006. Il a ensuite exhorté le Gouvernement dans son ensemble à communiquer le plus souvent pour une meilleure information des populations.

Enfin, le Chef de l'Etat, évoquant les violences subies par les recrues dans les écoles de formation dans le cadre du bizutage, a instruit le Premier Ministre des dispositions utiles à prendre, en vue de mettre fin à de telles pratiques pour éviter des accidents mortels. Cela pourrait se traduire au besoin par la prise de textes interdisant ces pratiques.

Fait à Abidjan, le 22 mars 2006

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT
Félix TYEOULOU-DYELA